

CINQUIEME ATELIER SUR L'EAU ET L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES
BASSINS TRANSFRONTIERES

Stratégies d'adaptation : quelles mesures pour des résultats au niveau transfrontière ?
Genève, 14-15 octobre 2014

Guide du marché des outils : Mesures d'adaptation

Table ronde N° 1	Intervenant : M. Ben van de WETERING- CIPR	séance 1 : anglais séance 2 : anglais
Instrument pour l'évaluation de l'impact des mesures de gestion des risques d'inondation La Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR) développe un instrument pour évaluer les risques d'inondation et les effets des mesures de réduction des risques, ceci de manière reproductible et transparente . Il sera disponible gratuitement sur demande à la CIPR et sera applicable à d'autres bassins . La CIPR utilise cet outil pour évaluer la réduction et l'évolution des risques de 1995 à aujourd'hui et procède à des examens de l'impact des mesures sur la réduction du risque d'inondation pour le nouveau Plan de gestion du risque d'inondation du Rhin. Cet instrument innovant fondé sur les SIG a différents liens avec la Directive inondation (DI) de l'UE. Il sera applicable à des probabilités faibles, moyennes et élevées, à différents types de mesures ainsi qu'à quatre objectifs de protection de la DI (santé humaine, environnement, patrimoine culturel, activité économique et infrastructures). Les indicateurs ont été définis pour la quantification des effets des mesures (qui peuvent altérer la probabilité des inondations, la possibilité de dégâts ou les fonctions des dommages). A titre d'exemple, on peut considérer les mesures de rétention qui visent à réduire les niveaux d'eau ; il en résulte une probabilité d'inondations plus faibles. Au sein de l'outil, cela se traduit par une modification/réduction du risque d'inondation.		
Table ronde N° 2	Intervenante : Mme Maija BERTULE- PNUE-DHI	séance 1 : anglais (avec interprétation russe) séance 2 : anglais (avec interprétation espagnole)
Les solutions d'infrastructure verte pour la gestion de l'eau : outils et études de cas du Guide infrastructure verte L'infrastructure verte (IV) joue un rôle important dans la gestion de l'eau, et une mise en œuvre ciblée des solutions IV (soit en tant qu'alternative, soit en tant qu'interventions aux infrastructures « grises ») peut apporter des avantages importants pour la gestion de l'eau et bien au-delà. Pour n'en nommer que quelques uns les exemples de solutions IV comprennent la construction de zones humides, la reconnexion de cours d'eau aux plaines inondables et l'introduction de voies de contournement pour les inondations. La plupart des solutions IV apportent également par un large éventail d'avantages connexes, y compris la construction d'une résilience climatique. Malgré les nombreux avantages, une mise en œuvre plus large de l'IV est confrontée à l'évaluation et aux défis liés à la quantification des défis en rapport. Cette présentation sera une approche pratique, s'appuyant sur la publication récente « Infrastructure verte Guide pour la gestion de l'eau », et comprendra une présentation des outils et des études de cas illustratifs d'applications d'IV, ainsi qu'un bref aperçu de la méthodologie économique générale en six étapes, l'Analyse verte-grise (AVG) est spécifiquement orientée vers la prise de décision en matière de gestion de l'eau, et peut être utilisée pour contribuer à l'évaluation des solutions les mieux adaptées, quelles soient vertes ou grises ou une combinaison des deux.		
Table ronde N° 3	Intervenante : Mme Nienke ANSEMS- IGRAC	séance 1 : anglais séance 2 : anglais (avec interprétation russe)
Les eaux souterraines, une régulation contre le changement climatique : Gestion de la recharge des aquifères (MAR) et Adaptation au niveau des écosystèmes (EbA) La gestion de la recharge des aquifères (MAR) est une mesure d'adaptation au changement climatique pour améliorer la sécurité de l'eau. Notamment dans les zones où l'on prévoit une augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations, la MAR peut représenter une solution avantageuse. Le stockage de l'eau, durant les périodes où elle est disponible, fournira de l'eau durant les périodes sèches, augmentant ainsi la résilience aux sécheresses. La MAR implique la construction d'infrastructures et/ou modifie le paysage afin d'améliorer les recharge des eaux souterraines. Il existe une variété de techniques de MAR, allant d'une recharge à grande échelle des aquifères transfrontières à l'application d'interventions à petite échelle. Cependant, il peut être difficile de déterminer la portée complète des interventions éventuelles convenant le mieux au sein d'une région. Créer une vue d'ensemble et indiquer le potentiel pour les différentes techniques de MAR, en fonction des caractéristiques du paysage naturel, peut former une base solide pour une stratégie de gestion intégrée de l'approvisionnement en eau à l'échelle		



régionale et transfrontière.

L'Adaptation au niveau des écosystèmes (EbA) offre une autre série de mesure d'adaptation pouvant être mises en place afin de conserver et protéger le processus de recharge des eaux souterraines, prenant ainsi en compte les services fournis par les écosystèmes.

Table ronde N° 4	Intervenants : Mme Dinara ZIGANSHINA (séance 1) et M. Abdybai DZHAILOOBAEV (séance 2)	séance 1 : russe séance 2 : russe
Projets sur l'eau et l'adaptation au changement climatique en Asie centrale		
Séance 1 : gestion de l'eau et changement climatique : l'expérience du SIC ICWC		
Etant donné que le changement climatique est directement ressenti dans le secteur de l'eau dans tous les pays d'Asie centrale et que ses impacts – combinés à d'autres facteurs – ne feront qu'augmenter, toutes les actions améliorant la gestion de l'eau et son utilisation rationnelle représentent des mesures d'adaptation prioritaires. Cette présentation décrit l'expérience du SIC ICWC en matière de projet liés à l'eau et au climat. Fondée sur quelques exemples, cette présentation soutiendra qu'il est nécessaire de mettre l'accent non seulement sur les économies d'eau, mais également de préparer les usagers de l'eau à vivre dans des conditions de rareté et d'incertitudes concernant l'eau, à produire avec de meilleurs rendements et à améliorer la productivité de leurs terres.		
Séance 2 : projets pilotes mis en œuvre en Asie Centrale et dans le Caucase (CACENA) au titre du Programme Eau, Climat et Développement (WACDEP)		
Le programme WACDEP CACENA a été formulé par le Partenariat mondial pour l'eau en Asie centrale et dans le Caucase afin d'amorcer le développement de l'Agenda régional sur l'adaptation au changement climatique.		
Il y a de grandes différences en matière de disponibilité de ressources en eau renouvelable entre les pays de la région GWP CACENA. La majorité du territoire est située dans un climat aride et semi-aride, et les cultures irriguées représentent 80 à 90 % de l'utilisation totale de l'eau. Les questions les plus courantes et les plus complexes pour la sous-région du Caucase sont l'accès limité à une eau potable et à un assainissement adéquats, la dégradation des écosystèmes aquatiques, les inondations, et, dans certains cas le manque d'eau. En Asie centrale, il y a une augmentation des déficits hydriques (sécheresses dans les zones irriguées) et une dégradation des écosystèmes aquatiques. Le changement climatique aggrave tous ces problèmes.		
Le programme fournira un appui aux gouvernements des pays du CACENA dans la planification pour une meilleure préparation aux changements climatiques et pour améliorer la sécurité de l'eau. L'expérience pratique des projets pilotes sera présentée pour montrer les bonnes pratiques et les outils disponibles pour l'ACC à l'échelle régionale.		

Table ronde N° 5	Intervenant : M. Emmanuel CHINYAMAKOVU-UNCCD	séance 1 : anglais séance 2 : anglais
Gestion des sécheresses dans la perspective de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification		
<i>Qu'ont fait la CNULD et ses partenaires pour répondre aux problèmes des sécheresses ?</i>		
La majorité des pays n'ont pas de politiques globales de gestion de la sécheresse rationalisées dans leur stratégies et plans nationaux de développement.		
Développer les capacités des parties prenantes nationales en vue l'élaboration de politiques nationales de gestion de la sécheresse (NDMP) grâce à :		
(a) La mobilisation et la réunion de sessions des parties prenantes visant la préparation de NDMP.		
(b) Le recueil et la compilation de données produites par les parties prenantes et la formulation de NDMP		
(c) La rédaction et la finalisation des NDMP		
(d) La mise en place de structures nationales concrétisant les NDMP au fur et à mesure lorsque survient une sécheresse.		
<i>Quels types d'outils de communication ont été utilisés ?</i>		
<ul style="list-style-type: none">• Des conférences internationales sur la sécheresse• Des ateliers régionaux de renforcement des capacités• Des cadres politiques pour un plaidoyer sur la sécheresse		
<i>Quelles leçons ont été apprises ?</i>		



- Une majorité de pays n'a pas de structures institutionnelles nationales reconnues ayant l'autorité et le mandat pour mobiliser les parties prenantes pour développer des politiques de gestion nationales de la sécheresse
- Les pays doivent établir des entités nationales pour coordonner l'opérationnalisation des politiques nationales de gestion de la sécheresse
- Les pays doivent donner la priorité au développement de politiques nationales intégrées de gestion de la sécheresse visant à créer des sociétés plus résilientes à la sécheresse fondées sur l'utilisation et la gestion durable des ressources naturelles (terres/sols, forêts, biodiversité, eau, énergie, etc.) dans tous les secteurs socio-économiques (agriculture, industrie, etc.).
- Les pays doivent mettre en place des options prioritaires pour faire face à l'absence d'une autorité institutionnelle nationale pour une gestion intégrée de la sécheresse
- D'un point de vue local, les pays doivent identifier des niveaux de responsabilités différenciés dans les différentes juridictions gouvernementales.
- L'analyse des lacunes et des outils similaires peut être utilisée pour identifier et mobiliser les capacités politiques et institutionnelles.

Table ronde N° 6	Intervenante : Mme Camelia IONESCU- WWF Romania	séance 1 : anglais séance 2 : anglais
<p>Protéger le delta du Danube du risque climatique grâce à une gestion intégrée des terres et de l'eau</p> <p>Le fragile sous-bassin du delta du Danube, un écosystème unique abritant plus d'un demi-million de personnes, ressent déjà les impacts du changement climatique. Une reproduction précoce des harengs, moins de neige durent l'hiver et des températures de l'eau plus élevées en été ont été rapportés. A l'avenir, une élévation du niveau de la mer sans précédent, des pénuries d'eau et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus graves seront les principaux facteurs de changement.</p> <p>Le projet « Protéger le delta du Danube du risque climatique grâce à une gestion intégrée des terres et de l'eau » jette les bases d'une action transfrontière pour l'adaptation dans la région. En se fondant sur les résultats de l'étude de l'évaluation de la vulnérabilité, la stratégie et le plan d'action pour l'adaptation au changement climatique du delta du Danube mettent l'accent sur la facilitation d'une approche fondée sur les écosystèmes. La liste des mesures présentées dans la stratégie et le plan d'action met en évidence les besoins urgents.</p> <p>En outre, concrètement un système d'entreprises vertes, utilisant les déchets comme sources d'énergie a été mis en place dans le cadre du projet pour les besoins d'une communauté locale du delta du Danube. Ainsi, une mesure d'adaptation telle qu'avoir plus d'espace pour l'eau et les roseaux crée de nouvelles opportunités pour la population locale et les entrepreneurs intéressés pour assurer leurs moyens de subsistance.</p>		

Table ronde N° 7	Intervenant : M. Mohamed Elrawady-CEDARE	séance 1 : anglais (avec interprétation française) séance 2 : anglais
<p>Projet de Suivi et évaluation dans le domaine de l'eau en Afrique du Nord (MEWINA)</p> <p>Le projet de Suivi et évaluation dans le domaine de l'eau en Afrique du Nord (MEWINA) a été lancé en Janvier 2012. Son objectif général est de régulièrement rendre compte de la situation du secteur de l'eau en utilisant un ensemble d'indicateurs institutionnels, techniques, environnementaux, socio-économiques et de gouvernance. Il vise à renforcer la capacité de ces pays en matière de suivi et d'évaluation (S&E) dans le secteur de l'eau grâce à la mise en place d'un mécanisme permettant au Conseil des Ministres africains de l'Eau d'Afrique du Nord (N-AMCOW) de rendre compte annuellement de la situation du secteur de l'eau en Afrique du Nord, y compris dans les bassins et aquifères transfrontières où les pays sont riverains, en utilisant des informations harmonisées et comparables générées par données standardisée recueillies par les systèmes de S&E des pays.</p> <p>Le projet ne se contente pas de promouvoir les efforts de développement, d'harmonisation et de standardisation communs des systèmes de suivi et d'information des pays d'Afrique du Nord, mais il souligne également leur harmonisation avec les indicateurs panafricains et les indicateurs de la région arabe et le rapport de la situation du secteur dans les deux régions. Aussi, facilitera-t-il la prise de décision pour les investissements dans des infrastructures dans le secteur de l'eau et servira-t-il de plateforme sous-régionale et régionale pour informer des impacts du changement climatique sur les ressources en eau de surfaces et souterraines avec des données standardisées et des informations harmonisées.</p>		



Table ronde N° 8	Intervenante : Mme Lucia TRINDADE- Peru	séance 1 : espagnol séance 2 : espagnol
<p>Le changement climatique dans les bassins transfrontières au Pérou</p> <p>Une grande vulnérabilité aux variations du climat commence à se manifester, pour preuve des baisses de la disponibilité des ressources en eau dues au recul des glaciers ; de la productivité agricole primaire et de la pêche conséquences de l'augmentation de la température de la mer, la biodiversité.</p> <p>La principale source de GES est la transformation des forêts et des pâturages, attribués à la déforestation de l'Amazonie pour modifier l'utilisation des terres à des fins agricoles et d'élevage.</p> <p>Le Pérou abrite près de 70% des glaciers tropicaux dans le monde, ces derniers ont connu une diminution considérable ; la diminution de couverture de glace des glaciers tropicaux est un indicateur clé du changement climatique.</p> <p>Cette déglaciation est illustrée par la formation de 250 nouvelles lagunes, certaines ont entraîné une augmentation du niveau de l'eau provoquant des débordements, des inondations, des torrents, et des pollutions, puisque une partie des minéraux couverts par la glace s'est vu exposé, et a contaminé les eaux de surface affectant la population, les activités aquicoles telles que les fermes de truites des hautes régions andines.</p> <p>Lac Titicaca : le changement climatique a affecté l'ensemble du cycle hydrologique des eaux de surface provoquant une baisse des chutes de pluies causant une diminution graduelle du niveau du lac.</p> <p>Bassin de l'Amazone : phénomènes extrêmes tels que des sécheresses et des inondations dans la région de la MAP (Madre de Dios, Acre et Pando), l'OCTA est en cours d'élaboration d'un atlas des vulnérabilités hydro-climatiques.</p>		

Table ronde N° 9	Intervenants : M. Blaise-Leandre TONDO, M. Damien Brunel, CICOS	séance 1 : français séance 2 : français
<p>Outil d'aide à la décision pour la planification de grands ouvrages hydroélectriques dans le bassin du Congo</p> <p>La CICOS mets en place une modélisation du bassin du Congo : un modèle hydrologique et d'allocation de la ressource en eau afin de permettre aux Etats membres de la CICOS de planifier de manière concertée les grands ouvrages à caractère transfrontalier. Le projet financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) est mis en œuvre par la CICOS à l'aide d'un consultant.</p> <p>Les enjeux sont nombreux : un patrimoine écologique exceptionnel avec notamment la cuvette centrale et ses forêts primaires inondées abritant de très nombreuses espèces endémiques, un potentiel hydroélectrique estimé à 150 GW encore inexploité, des autoroutes fluviales naturelles, la pêche ...</p> <p>Le modèle permettra de tester différents scénarios du GIEC pour tester les impacts possibles du changement climatique sur la ressource en eaux et ses usages. Les scénarios de développement d'infrastructure seront analysés à l'aide d'indicateurs hydrologiques, environnementaux et d'impact sur les usages afin de permettre aux Etats de prendre les grandes décisions en connaissance de cause.</p>		

Table ronde N° 10	Intervenante : Mme Nikola RASS- OSS	séance 1 : anglais séance 2 : français
<p>Présentation des recommandations opérationnelles pour la gestion durable du système aquifère du Sahara septentrional</p> <p>Le système aquifère du Sahara septentrional également connu sous l'acronyme SASS, est un grand aquifère qui s'étend sur plus de 1000 000 km², il est partagé par l'Algérie, la Lybie et la Tunisie. L'Observatoire du Sahara et du Sahel, en collaboration avec les trois pays concernés, a lancé en 1999 le projet SASS, qui a aujourd'hui achevé sa troisième phase de mise en œuvre. Tandis que la phase 1 (SASS I 1999-2002) était axée sur l'acquisition d'une connaissance plus approfondie des ressources du SASS en ce qui concerne ses aspects hydrologiques et hydrogéologiques, la phase 2 (SASS II 2003-2006) a consolidé les résultats de la première phase grâce à la mise en place d'un mécanisme de consultation permanent dont l'unité de coordination est hébergée par l'OSS. La phase 3 (SASS III 2007-2013) porte spécifiquement sur l'utilisation de l'eau (utilisation agricole) et plus généralement sur les aspects environnementaux et socio-économiques liés aux méthodes d'irrigation dans la région du SASS. Six projets pilotes de démonstration et opérationnels ont été sélectionnés, notamment dans les zones où l'eau, le sol et/ou l'écosystème sont les plus vulnérables, afin de faire face aux problèmes de la gestion des eaux d'irrigation non durables. Des recommandations opérationnelles pour l'utilisation, la gestion et la mesure de l'eau extraite à des fins agricoles ont été élaborées.</p>		

